



**COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 18 NOVEMBRE 2019
DE LA DIRCOFI CENTRE-OUEST**

DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES

Madame La Présidente,

Depuis quelques semaines, sont organisées à la demande du Directeur Général, à l'occasion de réunions de service, des consultations d'agents sur sa prose relative à la démarche stratégique qu'il souhaite impulser à la la DGFIP.

S'il souhaitait réellement connaître l'avis des agents que n'a-t-il reçu les organisations syndicales représentatives ?

Pourquoi inviter certains élus du personnels et refuser de les recevoir tous ensemble ?

Après tant et tant de suppressions d'emplois, après avoir créé une cellule à Bercy spécialisée dans le minutage des tâches prescrites pour trouver d'autres pistes de postes à supprimer, disposons-nous donc de suffisamment de temps perdu pour consacrer plus de 100 000 heures de travail à un débat biaisé dès le début car avec un seul objectif :

que nos services publics, qui sont souvent les derniers de territoires entiers, les abandonnent eux aussi et ainsi supprimer encore d'autres emplois.

Ce refus de recevoir nos représentants désignés par plus de 85 % des collègues relève bien du mépris dont nous, agents des finances publiques, sommes si souvent victimes de la part des représentants de la Nation, que ce soit le ministre qui, lors d'une réunion publique, insulte les agents comptables ou encore le président de la République qui prétend que, sciemment, nous n'appliquons pas la loi malgré nos serments, donc que nous sommes parjures.

Pour paraphraser Bertolt Brecht : « quand les agents votent contre le Directeur Général, il faut dissoudre les agents », c'est sans doute la raison de cette grande opération de communication.